

# Un Anarchiste revient de l'U.R.S.S...

Cinquante-troisième Année, — N° 159  
**VENDREDI 10 DÉCEMBRE 1948**  
REDICTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN, 145 Quai de Valmy,  
Paris-10<sup>e</sup>  
FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 650 FR. — 6 MOIS : 325 FR.  
Pour changement d'adresse, joindre 15 francs  
et la dernière bande  
Le numéro : 10 francs

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE  
Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

## BERLIN CARREFOUR DE LA RÉACTION

A l'échelle planétaire, Berlin n'est qu'un tout petit amas de ruines. Mais c'est aussi le lieu de rencontre des avancées extrêmes de deux impérialismes affrontés, chacun de leur côté et chacun à sa manière, exploite une population encore douée aux illusions du bulletin de vote.

Elle vient d'être une municipalité « socialiste », elle vient de mettre tout son espoir entre les mains d'un parti, qui, aussi bien en Allemagne qu'ailleurs, a toujours trahi les intérêts les plus élémentaires des travailleurs. Un parti qui ne se différencie des autres que par son hypocrisie, son masque, un parti représenté en France par un Jules Moch.

Et il fera demain le jeu des très démocratiques américains, qui, au Japon, interdisent les grèves et organisent dans leur propre pays une police politique genre Gestapo.

Les déploiements de troupes, non seulement à Berlin, mais dans tout le secteur occidental, contre les manifestations populaires, la mise en tutelle des syndicats ouvriers, l'interdiction virtuelle de tout mouvement révolutionnaire, l'organisation économique de sauvetage du capitalisme allemand avec comme corollaire indispensable les bas salaires et la répression chaque jour accentuée, voilà les maîtres du parti social-démocrate.

Entre la méthode de l'oppression déclarée et celle de l'oppression camouflée, les berlinois ont choisi.

Car de l'autre côté il en va exactement de même, mais sous une forme plus gracieuse, plus brutale.

Ebert, le fanatisme, est élu par « acclamations » lisez : Par la brigade des acclamations. Les méthodes chères au « Père des peuples » sont en honneur ; le stakhanovisme, la police du « peuple », le parti unique, la délation.

Comme par hasard on organise une journée de travail « volontaire » le jour même des élections occidentales, puis on s'élève contre, en les taxant d'« inconstitutionnelles » ce qui laisse supposer que les « acclamations » ont un caractère légal !

Comme dans les Républiques Populaires les Staliniens emploient à Berlin les méthodes de répression brutale, de menaces et d'exploitation sans limites des travailleurs. Et autour d'eux se groupent tous les profiteurs d'hier, technocrates, gros patrons, banquiers, à qui de nouvelles prébendes sont offertes et qui forment maintenant les castes privilégiées.

A l'Ouest, comme à l'Est, chez les uns comme chez les autres, le peuple allemand est exploité, asservi. Seules diffèrent les méthodes.

Mais la défaite électorale du totalitarisme stalinien n'est pas une victoire de la liberté comme on voudrait nous le faire croire. Le peuple allemand aurait été victorieux s'il avait unanimement refusé de voter.

Et la dangereuse inutilité des généraux et des politiciens des deux camps aurait été ainsi facilement prouvée.

## La Ruhr à « l'encan »

La bataille que se livrent autour de la Ruhr les impérialismes ex-alliés, les solutions que proposent différents groupements à caractères sociaux, soulignent toute l'importance du problème économique dans les conjonctures futures.

La querelle de la Ruhr revêt des aspects différents suivant les intérêts divers des Etats qui s'opposent.

L'internationalisation de la Ruhr, son contrôle par les cinq Grands, telle est la thèse de l'U.R.S.S., qui voit, dans cette solution, la possibilité de pénétrer aux sources des richesses industrielles dont les Occidentaux l'ont évincée. L'évolution de la politique russe en Allemagne, qui prône actuellement le retrait de toutes les troupes d'occupation, conduira très rapidement des Staliniens à des propositions susceptibles de séduire le peuple allemand et à servir par là cette politique : la Ruhr aux Rhénans, nationalisation des industries de la Ruhr sous le contrôle du « Peuple » ?... Lire : nationalisation, remise de la puissance industrielle du bassin dans les mains de l'Etat allemand centralisé, orienté suivant les principes les plus classiques des « fronts uniques » et des « démocraties populaires », en honneur en Europe centrale, et lié à la Russie stalinienne par l'idéologie étatique.

Solution populaire dans l'état actuel de la situation économique allemande, solution qui pourrait préserver à Staline des débris du genre yougoslave.

Les Occidentaux qui ont dans la Ruhr un gage solide ne l'entendent pas de cette manière. Pressés par des nécessités diverses et contradictoires : intérêts des groupes capitalistes qu'ils représentent, sécurité des Etats qui sont leur marche avancée, nécessité de donner à leur solution une base sociale qui puisse satisfaire le peuple allemand dont on veut faire un tenant du bloc occidental, ils se divisent forcément sur la priorité à donner à ces nécessités diverses et contradictoires.

L'impérialisme anglo-saxon voit dans le futur régime de la Ruhr, non seulement un problème stratégique, mais aussi les intérêts des groupes industriels et banquiers américains qui voudraient bien, selon la constante habitude du

libéralisme économique, tirer d'une guerre gagnée tous les bénéfices possibles.

Le nationalisme français, toujours ombrageux, tend à ajouter aux raisons de ses partenaires une garantie plus lointaine, « justifiée », nous dit-il, par la sécurité du pays, comme si la sécurité était encore conditionnée par l'équilibre européen » !! — mais dont de Gaulle, moins prisonnier des principes dits « démocratiques », laisse deviner le véritable motif : défense des intérêts des blocs capitalistes européens, menacés par l'appétit de leur concurrents d'Outre-Atlantique.

Et chacun de joindre à ces querelles sordides de grandes phrases sur l'intérêt des peuples, sur l'internationalisme, sur la paix et autres formules à résonance certaine qui n'ont vraiment rien à faire dans cette bataille d'hypocrisie se disputant les dépouilles d'un peuple blessé.

Certains groupes sociaux, à caractère progressif, ont tenté de s'évader de ces considérations impérialistes et nous proposent de bâtir l'économie et l'organisation de la Ruhr à travers l'Europe unifiée de demain.

André Philip voit à travers l'Europe fédéraliste la neutralisation du danger que représente une Allemagne nationaliste en possession de la puissance industrielle rhénane. La troisième Force européenne, plutôt qu'un facteur de paix, sera qu'un nouvel élément de discord dans le concert européen. La création d'une puissance nouvelle, égalant en force les deux Grands qui se disputent le monde, aurait l'inconvénient certain de développer l'appétit impérialiste d'une Europe encore tenue en laisse par sa faiblesse actuelle, mais qui reprendrait vite à son compte le rôle de perturbateur tenu au cours des siècles par des nations arrivant tout à tour à maturité, après avoir fait disparaître le régime féodal et réalisé leur unité centraliste, l'Espagne au XVI<sup>e</sup> siècle, la France au XVII<sup>e</sup> siècle, l'Allemagne au XIX<sup>e</sup> siècle.

Des syndicalistes assistant dernièrement à une conférence syndicaliste européenne, tenue à La Haye, ont essayé de résoudre le problème sur le terrain purement économique et en corrélation avec les principes essentiels du syndicalisme. Il est assez curieux de constater que la solution économique qu'ils nous proposent, rejoint d'assez près la solution politique d'André Philip et qui, comme elle, est marquée par les mêmes inconvénients. Ils nous proposent un Comité européen des Houillères, et éventuellement des Comités européens d'autres industries, supprimant les luttes d'intérêts économiques entre les divers Etats de la communauté « Europe » et préjudice à une charpente solide d'un Fédéralisme européen.

Certes, on sent bien que dans leur pensée, les possibilités de ces unions d'industries productrices pourraient être éventuellement étendues au monde entier. Il n'en reste pas moins vrai que la solution envisagée pour la Ruhr se meut dans le cadre d'un état européen, voire mondial, avec toutes les tares que ces Etats entraînent dans leur sillage et qui sont les vraies, les seules causes des dangers de guerre actuels.

Parmi ces syndicalistes, beaucoup d'ailleurs s'en rendent compte, mais s'ils ne s'orientent pas vers d'autres solutions, c'est parce que, nous disent-ils, ils veulent rester « REALISTES », parce qu'ils veulent être PRATIQUES, et avoir les pieds sur terre » ?... C'est curieux, comme au nom de ces principes sérieux, on peut dire et faire des bêtises.

Voyons, est-ce que l'homme du XX<sup>e</sup> siècle, sous prétexte de REALISME, attelait aujourd'hui une quinzaine de « bourriquets » au même char ?... Certainement pas. Un véritable réalisme changerait ce mode de traction désuet par un autre plus conforme aux nécessités du charroi.

Eh bien ! dans le cas qui nous intéresse, nous risquons de voir les mêmes erreurs commises au nom du « réalisme ». Les solutions que l'on nous propose ont le tort de ne pas rejeter irrémédiablement l'outil périmé qui a servi à organiser les hommes depuis la pré-histoire : l'Etat et son agent l'Etat avec ses frontières, son égoïsme, son caractère étroit, générateur de conflits, avec les autres Etats, ses voisins.

Le problème de la Ruhr peut être réglé de toute autre façon. Les Libertaires croient que la solution ne consiste pas à aménager des systèmes défectueux qui, quelles que soient les améliorations

## Garry Davis à Pleyel

La réunion organisée la semaine passée par Garry Davis et ses compagnons à la Salle Pleyel a été un succès. Trois mille personnes debout ont acclamé le « petit homme » désormais célèbre, alors que deux mille attendaient en vain de pouvoir entrer, dehors et sous la pluie. Nous ne mettons pas un seul instant en doute les sentiments qui animaient cette foule d'hommes et de femmes, venus pour affirmer leur désir de vivre en paix et soutenir celui qui seul a eu le courage de se dresser contre les redoutables entreprises qui se trament à travers le monde.

Nous sommes avec Garry Davis comme nous sommes avec tous ceux qui s'élèvent contre les frontières et l'exploitation des sentiments artificiels du patriotisme, du racisme et des prestiges nationaux.

L'absence de tout programme ou idée directrice caractérise le mouvement des « citoyens du monde ». Leur « Gouvernement Mondial » n'est aucunement défini et ne sert que de prétexte ou, si l'on préfère, de support aux manifestations. Il ne s'agit donc que d'un soulèvement des consciences, d'un rassemblement d'hommes de bonne volonté et qui entendent provoquer un courant d'opinion assez puissant pour supprimer sinon faire reculer la guerre.

C'est une première étape, un premier pas vers cette libération humaine et universelle que nous défendons depuis toujours et que nous saluons avec sympathie.

Mais il faudrait que cette tendance ne s'arrête pas en si bon chemin, qu'elle ne s'arrête là où commencent les petits privilèges, les petits bénéfices, les trois-craissés et les obligations du Crédit Lyonnais !

Il faudrait qu'elle ait le courage de persévérer et d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à nos racines même du mal.

Il faudrait que de tendance elle évolue vers une position nettement révolutionnaire.

Sarracoz a beau nous dire que « l'étincelle qui enflamme l'amadou n'a pas de programme », il faudrait tout de même savoir de quel amadou il s'agit ? Il faudrait tout de même savoir si ce mouvement qui part en flèche n'ira pas s'échouer pitoyablement dans les marais petit-bourgeois d'un pacifisme qui respecte la « légalité » parce que cette légalité lui assure ses mesquins privilèges !

Car ce sont justement ces innombrables privilèges, ces injustices, ces hiérarchies sociales, ces hiérarchies économiques qui nécessitent et des hiérarchies et des sommets étatiques, et des polices et des armées. Le tout forme ce système décadent dont on masque les tares et les impuissances par des forces brutales, par des lois légalisant l'exploitation des producteurs par les agitateurs bourgeois et oisifs.

Une lame de fond assez puissante pour balayer et l'U.N.U. et l'Etat et le patronat et la guerre ne sortira jamais ni du cerveau des intellectuels ni des boutiques.

Elle sortira des classes laborieuses. Et une grève générale violente et expropriatrice fera plus pour la paix du monde que toutes les réunions pacifistes à la Salle Pleyel.

Puisent les « citoyens du monde » aller jusqu'à la conclusion logique de leurs efforts et devenir des révolutionnaires !

## Le Congrès Radical

Le M.R.P. étant virtuellement relégué au rang des minorités au même titre que le P.R.L. ou le R.G.R., la S.F.I.O., définitivement repoussée et par les ouvriers pour son impuissance, et ses compromissions honteuses et par la bourgeoisie qui hante encore le souvenir de 36, il ne reste en fait que deux forces politiques face à face : le R.P.F. et les staliniens.

Mais, nouveauté inattendue, les radicaux se sont révélés comme les arbitres indispensables pour dénouer une crise gouvernementale qui était apparue sans issue.

Le radicalisme sort de sa torpeur et, profitant du gâchis général entend faire peu neuve et repartir en flèche.

Pourtant, tout à fait conscient et de son impuissance et du peu de crédit que lui accorderont les électeurs, suffisamment averti des impossibilités économiques et sociales actuelles, il préfère se ranger sous l'aile tutéaire du R.P.F., c'est-à-dire se vendre à celui qu'il pense être le plus fort, plutôt que de partir seul à la bataille.

Daladier l'a dit sans ambage : « ... tout ne va pas pour le mieux dans le parti, il nous faut des Alliés et surtout le R.P.F. ! »

Ainsi, ces hommes, ces Herriot, ces Giacobbi, ces Daladier, ces Queuille, qui se posent en défenseurs des libertés, en mainteneurs de la république, n'hésitent pas, poussés par l'unique souci de préserver leurs privilèges, de s'acquiescer avec un parti qui, depuis deux ans, les traîne dans la boue et étale au grand jour sa volonté autoritaire. Et le plus comique ou le plus écœurant, comme on voudra, est, que ce dernier parti les accepte volontiers !

Il y a là un exemple caractéristique de ce que l'on appelle pudiquement les « luttes politiques », qui ne sont en réalité, d'un côté comme de l'autre, qu'une succession de manœuvres, basement intéressées, de compromissions, de reniements et de démagogie dont le peuple en fin de compte fera les frais.

Et tout cela, tout ce ragout passablement faisandé se mijote au nom de l'anticommunisme !

Ah ! le beau, le magnifique prétexte, le prétexte qui excusera tout, et les lois scélérates, et l'augmentation des impôts et même le budget de guerre. Le prétexte de cette fameuse « double appartenance » — viol de la vieille maquerelle radicale par le jeune arriviste gaulliste — le prétexte de préparer la voie triomphale au « sauveur » suivi du troupeau passif et heureux de tous les prébendiers du Palais-Bourbon.

Voilà ce qu'est le fond du congrès radical. Un fond de vieille boutique où l'on trafique de tout et que l'on espère remettre à neuf en réussissant l'affaire de Gaulle.

Tous nos amis et lecteurs se doivent d'assister au Meeting du Vél' d'Hiv', organisé par Garry Davis et ses amis, jeudi 9 décembre à 20 h. 30.

RENDEZ-VOUS DU LIBERTAIRE ! MILITANTS !

Rendez-vous, 19 heures, Quai de Valmy.

## Les grandes enquêtes du « Lib »

# L'U.R.S.S.

## vue par un anarchiste

J'ai pu, au nom du « Libertaire », converser à plusieurs reprises, longuement, avec le camarade X., lors de son passage à Paris, alors qu'il venait de parcourir l'Europe après sa fuite de Russie où il a vécu 18 ans, y exerçant des fonctions d'administrateur et de technicien. Aujourd'hui qu'il a quitté la France à destination de l'Australie, nous pouvons, sans craindre pour lui, relater nos passionnants interviews.

La première fois que j'entrai en conversation avec X., nous nous mimes d'accord sur la manière de travailler et il fut décidé que nous nous efforcions de sérier les sujets.

C'est tout naturellement, à propos des grèves de mineurs qui se déroulaient alors que fut choisi comme premier sujet d'études :

### LA CONDITION DES TRAVAILLEURS. — SALAIRES ET PRIX

— En France, les décrets Lacoest contre lesquels combattent les mineurs prévoient le relâchement du statut, des mineurs ayant totalisé 6 jours d'absence en 6 mois ou 12 jours d'absence consécutifs.

Quelle est la législation soviétique pour les cas d'absentéisme ?

— Le « progol » (manque au travail) est très brutalement réprimé.

A l'entrée de l'entreprise, le pointeur doit noter exactement tous les retards. Pour un retard de 15 à 18 minutes, un blâme est prononcé et affiché dans la journée.

Un retard de 20 minutes et plus doit être signalé au Directeur dans la demi-heure qui suit. Le Directeur n'a qu'une journée pour faire procéder à l'affichage, et trois jours pour transmettre le dossier du travailleur au tribunal. (Tribunal dit « populaire »). S'il ne le fait pas, le Procureur attaque le Directeur et le défère au Tribunal.

Quelles peines peuvent être prononcées ?

— La loi du 26 août 1940 est formelle : pour un retard de 20 minutes, le Tribunal qui a reçu le dossier dans les 3 jours prononce une peine d'au moins un an d'I.T.K. (colonne de travail et d'amélioration). Traduire : travaux forcés.

Si des circonstances atténuantes sont retenues, le Tribunal peut s'en tenir à prononcer une retenue de 25 p. 100 du salaire pendant 6 mois.

Pour une absence de un jour ou plus, ou pour avoir changé de travail, la condamnation va de un an à 3 ans. Les peines sont prononcées même pour les apprentis, et, pour ceux qui sont à l'I.T.K., une deuxième condamnation entraîne une prolongation.

— Le travailleur est donc à la merci du pouvoir ?

— Une autre loi d'août 1940 stipule que tout travailleur peut être transféré d'office en n'importe quel point du territoire, sur un ordre administratif (ordre d'un ministère ou d'un trust).

— Mais n'y a-t-il pas, par contre, des lois limitant la durée du travail ?

— La loi fixe la journée à 8 heures (semaine de 48 heures) mais le Directeur d'établissement, afin de réaliser le Plan peut prolonger la journée de 2 heures, de 3 heures, même de 4 heures.

En fait, les premiers mois de chaque trimestre (la réalisation du plan est découpée en tranches trimestrielles) ont un horaire de travail à peu près normal. En fin de trimestre, heures supplémentaires. Vers la fin du plan, les heures supplémentaires sont généralisées dans le pays et deviennent normales pendant près d'un mois.

On peut dire que les 48 heures minimum sont rarement maintenues.

— Les salaires sont-ils proportionnels au temps de travail ? Y a-t-il des tarifs spéciaux pour les heures supplémentaires ?

— On ne peut poser ainsi le problème

car, d'une part, les employés sont payés au mois (salaire fixe) et les ouvriers aux pièces. Pour eux, les variations de salaires ne correspondent pas à une augmentation, car les fonds pour le paiement sont déversés par l'Etat pour le nombre de pièces exigées de chaque usine. La somme globale est simplement répartie suivant la rapidité d'exécution du plan. Si on touche plus pendant un mois, c'est parce qu'on rattrape le temps perdu. Il n'y a donc ni indemnité pour heures supplémentaires, ni augmentation véritable.

— En France, les salaires ne rattrapent pas les prix dans leur ascension. Existe-t-il en U.R.S.S. un système liant prix et salaires ?

— Nullement. Les salaires, fixés par le Plan sont identiques sur tout le territoire et n'ont pas varié depuis 1930. Or, les prix sont différents suivant les régions et ont augmenté considérablement depuis 1926.

— Pourriez-vous préciser ?

— Oui. Prenons un exemple. Pour un objet, une paire de bottes par exemple, qui valait 400 roubles en 1926, l'usine percevait aujourd'hui encore 400 roubles mais le prix de revient est augmenté de 20 % pour diverses dispositions, plus de 50 % pour impôts ; il est donc de 68 roubles. L'Etat empêche la différence.

La différence entre les salaires (prix de 1926) et les prix actuels est ainsi (Suite page 2, col. 3.)

## LEURS ETATS-UNIS D'EUROPE

C'est tout le nombre de gens qui, croyant encore en la vertu des mots et qui s'imaginent qu'en répétant cent fois par jour « Abracadabra », leurs vœux seront exaucés.

Le nombre de militants ouvriers prisonniers des formules n'est pas moins grand. Si on prenait la peine d'ajouter les journées, les hommes et le papier, ou la salive, dépensés seulement pour répéter les magiques incantations, on s'apercevrait bien vite que l'action véritable, c'est-à-dire l'effort journalier pour modifier les événements en travaillant les faits, est insignifiante.

Les dadas, ou les formules si vous préférez, sont nombreux. Il en est un fort à la mode en ce moment : « Les Etats-Unis d'Europe ». On le retrouve cavalcant dans beaucoup de publications, paissant l'herbe tendre de jeunes organisations, présenté par de vieux entraîneurs. Les socialistes fin de siècle, « Sauce à Pique et Liberté », en sont tout ramollis. Les syndicalistes indépendants (on est toujours indépendant de quelque chose, et ceux-là le sont surtout de la classe ouvrière) en font leur tarte à la crème.

On se croirait revenu un siècle en arrière, ou à peu près.

**Pour le Libertaire !**

Nous avons organisé un service d'abonnement de propagande : 10 numéros : 60 francs.

Dès aujourd'hui, posez un mandat pour un de vos amis ! Nous lui ferons immédiatement le service.

**Amis ! Militants ! Sympathisants ! Aider le Libertaire !**

Robert Joulin, 145, quai de Valmy, C.C.P. 5561-76 Paris.

(Suite page 2, 1<sup>er</sup> col.)

LES RÉFLEXES DU PASSANT



En plein cambouis

Avez-vous égaré la tronche de l'assassin souriant, Cassio ? Sa fiote ronde de bon enfant, la tête bien dégaïe, les chasses rieurs de petit plai-santin, et son tarin qui regarde ingénuement pêter les aigres, sa bouche bien fendue sur de belles quenottes, le tout dominant un petit air sympa qui inspire confiance comme tous ceux qui ont une bonne bouille.

rallonge se planquent derrière des miroirs de jeunes premiers, ça devient du raille de faire du crème sur la bille du client. Et mezigue qui n'a jamais vu sur le papellard la tronche de notre distingué Ministre Jules Moch, j'aurais pu par comparaison avec celle de Cassio, faire un papillat ! J'aurais d'autor et sans gamberger pensé que ce ministre à une bonne bouille, alors que pour l'autre j'aurais pensé le contraire. Ce qui prouve que les apparences sont trompeuses et faites pour faire pousser les pauvres diables comme moi pas assez éduqués pour piger la subtilité que représente deux photos et qui confond la tronche d'un truand avec celle d'un honnête ministre socialiste. Aussi maintenant je me méfie, et je ne veux même plus gamberger, le pourquoi, l'on gève de casse-croûtes, Cassio, pour le faire jacter, alors que les mineurs qui réclament la dine ont droit à du plomb ! Ma petite tête de citoyen démocratique est en plein cirage et se refuse à distinguer à première vue laquelle des deux photos est celle de l'assassin.

LA BOHEME.

ÉTATS-UNIS d'Europe

(Suite de la première page)

L'Europe basé sur les richesses hydro-électriques des Alpes). Et encore de Gaspert, et Elinaud, et l'ambassadeur français à Rome qui les accueillit, et Pie XII qui les bénissait, et Mitterand des Anciens Combattants.

« Hein, disent les délégués syndicalistes, on a eu un fier culot d'aller à Rome, comme on a été à La Haye, et de leur dire ce que les prolos pensent, et de les obliger à tenir compte de la classe ouvrière, et de les forcer à reconnaître notre force. »

Seulement, les « syndicalistes » européens ne représentent qu'eux-mêmes. Et ils ne savent pas ce que les prolos pensent. Ils n'ont pas de forces. C'est pourquoi ils ont servi, au congrès fédéraliste de Rome, de couverture.

Car c'est bien vrai qu'une nouvelle Europe se crée. Elle naît et se développe grâce à chaque dévouement américain. C'est ici Maison-Blanche qui fournit le nouvel élan commun au Vieux Continent, ou plutôt à une portion de celui-ci.

Les « syndicalistes » européens, qui prétendent des gens « bien », feraient bien de lire le bouquin de Bertrand de Jouvenel, dont ils connaissent le milieu à défaut des idées, « Napoléon et l'économie dirigée ». Ils y apprendraient que, même sans intervenir directement dans les activités des nations européennes, c'est l'Espagne qui, grâce à son or, et en raison de ses besoins en marchandises exportables, faisait vivre les industries britanniques et françaises et que sa position privilégiée commandait l'activité de toutes les manufactures de l'Occident.

Les « syndicalistes » européens vont à la foire de Rome, alors que les États Unis d'Europe se font ailleurs. Les capitalistes, les hommes d'Etat, les hommes d'affaires peuvent, eux se permettre de participer à cette mise en scène, car ils possèdent effectivement un pouvoir sur d'autres éléments de la situation. Ils détachent des parcelles de puissance, des moyens de production. Mais les « délégués » ouvriers que possèdent-ils ? Ils n'ont que leur titre de délégué pour orner les assemblées impuissantes.

Pacte à Cinq, Pacte de Bruxelles, état-major commun pour l'Europe occidentale, uniformisation des matériels militaires,

F. A. Fédération Anarchiste

145, Quai de Valmy, Paris, X<sup>e</sup> Métro : Gare de l'Est

Permanence tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h., sauf le dimanche.

1<sup>re</sup> REGION Lille. — Permanence, Café Alphonse, 13, rue du Molinel, tous les samedis de 18 h. à 19 h. 30.

2<sup>e</sup> REGION CONSEIL REGIONAL Tous les groupes de la 2<sup>e</sup> région sont avertis que le C.R. se tiendra le dimanche 15 décembre à 16 h. au Pavillon, 65, boulevard de la Villette, métro : Colonne-Ménil.

3<sup>e</sup> REGION Montbéliard, Beaune-les-Dames, Pontarlier. — Camarades du Jura et de la Haute-Saône. Tous les camarades de cette région, ayant en mains livres de la bibliothèque sont priés de les rapporter.

4<sup>e</sup> REGION C.A. Régionale. — Réunion de la C.A. samedi 11 décembre à 18 heures, café Bon Accueil, 171, rue Boileau. Sont convoqués : Ladet, Mack, Dubois, De Saint-Jean, Masneuf, Groël, Novero, Prost.

5<sup>e</sup> REGION Saint-Denis. — Les camarades de Saint-Denis désireux de former un groupe sont priés de se mettre en rapport avec les vendeurs du Libéraire, le dimanche matin, au marché ou à la F.A. 145, quai de Valmy, Paris X<sup>e</sup>.

(Suite de la première page)

absorbée par l'Etat qui a donc considérablement augmenté ses prélèvements. — N'y a-t-il pas eu, l'année passée, une diminution du coût de la vie ?

— Oui, mais c'est une illusion. Ce qui valait 40 en 1939 est passé à 120 en 48 et n'a fait que redescendre à 90 en 48. Ainsi, le standing de vie de l'ouvrier russe a terriblement baissé depuis 1920.

— Comment expliquer les variations des prix d'un point à l'autre du territoire ?

— C'est que l'Etat, en dehors du pain, fournit très peu de produits. Les prix dépendent de ce qu'on appelle là-bas « le marché noir libre ».

— L'Etat taxe ce qu'il distribue : pain, sucre, savon, conserves, mais pour les autres produits, il y a le marché kolchosien libre.

— Les produits de l'Etat sont d'ailleurs en quantité très insuffisante.

— On a beaucoup insisté en Occident sur la hiérarchie en U.R.S.S. Qu'en est-il réellement ?

— Les enquêtes ont quelquefois exagéré, en ce qui concerne les fonctionnaires par exemple, mais voici des chiffres indiquant les salaires moyens : Un tourneur qualifié : 400 à 600 roubles par mois, pour un mois de travail complet, mais les salaires de moins de 400 roubles sont fréquents.

— Le manoeuvre doit se contenter de 120 à 180 roubles ; l'apprenti ou l'adulte qui apprend un nouveau métier : 115 roubles ; le gardien d'usine : 180 roubles ; l'aide-comptable : 250 à 350 roubles ; le comptable : 400 roubles ; l'expert-comptable : 800 roubles ; l'instituteur reçoit de 300 à 600 roubles ; le juge, le procureur, le haut fonctionnaire : 800 à 1.500 roubles ; l'ingénieur, le directeur : 800 à 1.500 roubles ; le chef de trust peut atteindre 2.000 à 2.500 roubles.

— Ajoutons qu'en cas de manque de fournitures, le travail cesse quelquefois. La présence de l'ouvrier est requise, mais il ne perçoit alors que 50 pour 100 du salaire moyen des trois derniers mois.

— Le salaire est-il perçu régulièrement ?

— Non. Cela dépend de la banque d'Etat. Les retards atteignent parfois 2 mois. Cela provient, par exemple, d'un retard de production. Mais au besoin, le ministère pour payer partiellement une usine, emprunte sur les fonds destinés à une usine qui n'a pas de retard de production, et c'est alors le retard généralisé.

— Et le régime des impôts ? L'ouvrier perçoit-il intégralement son salaire selon les chiffres que vous venez de donner ?

— Il faut déduire jusqu'à 50 % du salaire ; en totalisant l'impôt cédulaire, l'impôt de culture (pour l'éducation), les assurances sociales, la cotisation syndicale.

— L'affiliation syndicale n'est pas théoriquement obligatoire, mais c'est le syndicat qui contrôle les Assurances sociales et le non syndiqué, en cas de maladie, ne peut obtenir plus de 50 % du salaire. Le syndicat (son président ou son secrétaire) est d'ailleurs seul juge du pourcentage à attribuer aux malades, même syndiqués. Il fixe, de lui-même, 50, 60, 70, 80 %.

— On a beaucoup parlé aussi des emprunts d'Etat.

— Les emprunts sont très lourds et en fait obligatoires.

Toulouse. — Groupe Fernand-Pelloutier. Réunion tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vendredis de chaque mois à 21 heures. Brasserie des Sports, boulevard de Strasbourg.

11<sup>e</sup> REGION Montpellier. — Réunion dimanche 12 décembre à 10 h. Bar des Remparts, boulevard des Bonnes-Neuilles.

12<sup>e</sup> REGION Marseille Saint-Antoine. — Réunion du groupe « Liberté » tous les samedis à 19 h. au Bar de la Gare Saint-Antoine.

13<sup>e</sup> REGION Marseille. — Réunion du groupe tous les samedis à 18 heures, pré-cises, salle du Bar-Sport St-Henri. Présence indispensable.

14<sup>e</sup> REGION Marseille. — Réunion du groupe tous les samedis à 18 heures, pré-cises, salle du Bar-Sport St-Henri. Présence indispensable.

15<sup>e</sup> REGION Marseille. — Réunion du groupe tous les samedis à 18 heures, pré-cises, salle du Bar-Sport St-Henri. Présence indispensable.

16<sup>e</sup> REGION Marseille. — Réunion du groupe tous les samedis à 18 heures, pré-cises, salle du Bar-Sport St-Henri. Présence indispensable.

17<sup>e</sup> REGION Marseille. — Réunion du groupe tous les samedis à 18 heures, pré-cises, salle du Bar-Sport St-Henri. Présence indispensable.

18<sup>e</sup> REGION Marseille. — Réunion du groupe tous les samedis à 18 heures, pré-cises, salle du Bar-Sport St-Henri. Présence indispensable.

19<sup>e</sup> REGION Marseille. — Réunion du groupe tous les samedis à 18 heures, pré-cises, salle du Bar-Sport St-Henri. Présence indispensable.

20<sup>e</sup> REGION Marseille. — Réunion du groupe tous les samedis à 18 heures, pré-cises, salle du Bar-Sport St-Henri. Présence indispensable.

Ces emprunts officiels, ordonnés par les ministres, sont imposés dans les usines ; ils peuvent atteindre jusqu'au montant de un mois ou un mois et demi de salaire. L'emprunt est retenu sur 10 mois. Il est, en général, émis pour 20 ans, à 4 %.

— La femme au foyer est aussi soumise à l'emprunt, perçu alors par le gérant de l'immeuble qui doit couvrir ce coût en relevant une somme fixée par les autorités.

En principe, on peut refuser l'emprunt, mais le réfractaire est convoqué à la Direction ; on le sermonne, on le relance de telle sorte qu'il sent bien qu'il ne peut refuser.

— Il apparaît donc clairement qu'un ouvrier ne peut vivre de son salaire ?

— La devise est : « Vis comme tu peux ». Retirés les impôts, les retenues d'Assurance sociale, les emprunts, il ne reste pas grand-chose du salaire. Pour vivre, il faut donc se livrer à des combines, voler et vendre, solliciter le pourboire (employés de chemins de fer par exemple). Le sabotage devient quasi instinctif. C'est le règne de la démolition et du système « D ».

— Dans l'ensemble, non.

Cependant, dans quelques grandes usines, il y a un service de ravitaillement à titre onéreux. Quelquefois, lors des fêtes, des attributions de bons de chaussures, par exemple, sont faites pour les « meilleurs » ouvriers, mais ne donnent qu'une possibilité d'achat.

Autrefois, avant 1936, quand une usine voulait remplir ses obligations envers le Plan, elle attirait les ouvriers en proposant de meilleures conditions (non pas des salaires meilleurs, mais primes et bons). Cela est interdit depuis.

— Une dernière question : le travailleur peut-il se libérer du salaire, changer d'emploi ?

— Avant 1940, il était possible au travailleur de changer d'entreprise. Depuis la loi du 26 août 1940 (donc avant la guerre), le Directeur de l'entreprise peut seul libérer un travailleur sur sa demande, mais ce n'est pas un droit. D'autre part, le travailleur peut être chassé.

Le travailleur peut toutefois être libéré sur avis d'une Commission spéciale médicale des Assurances sociales.

Dans tous les cas, aucun travailleur ne peut quitter son travail sans l'autorisation de la Direction.

— N'y a-t-il pas cependant des travailleurs qui, en fraude, quittent les usines ?

— C'est très dangereux, car chaque individu est muni d'un passeport professionnel obligatoire mentionnant la profession et le lieu de travail. Quiconque ne peut justifier d'un emploi est requis pour des travaux forcés.

Mais il y a malgré cela un nombre très important de non-travailleurs vivant de petits dérobaillements, de marché noir. Des millions de Russes bravent ces lois de terreur parce qu'ils veulent vivre, manger à leur faim, ce que le travail ne leur permet pas.

— Mais enfin, il existe des artisans en U.R.S.S. Quelle est leur situation ?

— C'est très complexe. Si vous voulez, arrêtons-nous ici pour cette fois. Dans une conversation prochaine, je vous donnerai des précisions.

FONTAINE.

La semaine prochaine : « L'Artisanat, L'Agriculture »

Articles suivants : Les Loisirs. - La Culture. - La Santé, la Médecine. - Les Loyers. - Le Vol. - Les Prisons. - Enfance, la Femme, la Natalité. - Le Syndicat, le Parti.

Des clichés reproduisant les pièces mentionnées au cours de l'enquête seront publiés par le « Libéraire ».

Serge NINN.

Assez ! Monsieur Lorulot !

ANARCHISTES, nous sommes laïques, c'est-à-dire hostiles à toute religion. Nous sommes anticléricals, c'est-à-dire contre la prépondérance politique d'un ou de plusieurs partis. Mais avant tout cela nous sommes contre tous les sectarismes et compris celui de M. Lorulot, le cher confrère d'Edouard Béné, le « démocrate » sincère et gottwaldisé.

Nous ne sommes pas de ceux qui, juchés sur le dada de l'anticléricalisme, estiment suffisant de croquer le curé de la paroisse au râtelier de la IV<sup>e</sup> République. Monsieur Lorulot, il y a des crimes plus graves que celui de croire à la Trinité ou à l'Immaculée Conception ! Monsieur Lorulot, il y a votre journal infesté qui a nom « La Calotte » et cela, il faut vous le dire.

Vous pouvez, pour les besoins de votre négoce et ceux de votre sécurité, saluer les républicains « populaires » et faire rissette à ce nouvel opium du peuple qu'est le stalinisme ; vous pouvez boulotter le curé en invitant les « communistes » (?), les libertaires, les radicaux et les socialistes ! Les républicains de toutes tendances ! Les esprits indifférents sans étiquette ! Ceux qui aiment la laïcité et qui ne veulent pas subir la tyrannie de l'obscurantisme et le joug du clergé... Vous pouvez faire votre cuisine, nous ne marchons pas !

Voyez-vous ! On est anticlérical ou on ne l'est pas.

de détails qu'on y puisse apporter, restent de détail. Les libertaires persistent que le réalisme, au contraire, consiste à remplacer les systèmes d'organisation basés sur l'autorité de quelques-uns et qui nous ont conduits dans l'impasse actuelle, PAR LA GESTION DE TOUTES LES INTERESSES, AU PROFIT DE TOUTES LES CONSOMMATEURS.

Expliquons-nous. A notre avis, le problème de la Ruhr ne peut être résolu que de la manière suivante : La gestion de toutes les industries de la Ruhr par les travailleurs de la Rhénanie eux-mêmes, non au profit de ces travailleurs exclusivement, mais au profit des travailleurs du monde entier, sans distinction de race, de nationalité, de bloc, etc., et cela pour que la gestion directe de ces travailleurs rhénans ne soit pas à bénéfice exclusif d'un bloc ethnique, « en occurrence, l'Allemand », qui pourrait, sous l'impulsion de forces politiques, prendre le caractère autoritaire du fascisme.

« Eh oui !! nous diront nos réalistes, mais comment pourrait-on donner ce caractère universel à la distribution de la production rhénane, cela nous paraît impossible... »

Avant de saluer la libre-pensée, nous saluons la pensée libre. Nous ne prenons pour camarades les hommes courageux qui savent rire des étres agencés, qui savent rire sagement et largement mais absolument de toute religion, fût-elle stalinienne. Nous ne faisons pas de différence entre le Guepéou (ou N.K.V.D. ou N.W.D.) et la Sainte-Inquisition. Nous haïssons les hautes polices spirituelles !

Vous, monsieur Lorulot, vous avez choisi. Vous n'êtes pas des nôtres, vous êtes de l'autre côté de la barricade, vous êtes un dégonflé.

Vous n'êtes pas des nôtres, le vieux couc Joseph, comme vous l'appellez, vous a fait peur depuis qu'il a quitté l'étable de Nazareth pour mettre de gresles moustaches !

Personne ne lui a dit que la Ruhr n'est pas la nécessité d'organiser la Ruhr d'une manière internationale (à travers l'O.N.U., par exemple). Et alors... nous « réalistes » en arrivant donc, par manque de largeur dans les perspectives, à ne considérer comme possible les solutions débordant les cadres du nationalisme, que lorsqu'elles sont inspirées par un impérialisme ou par un bloc capitaliste à ramifications internationales. Ce n'est plus là du « réalisme », mais du conformisme étroit et forsqe ce sont des syndicalistes révolutionnaires qui sont les véhicules de ces pensées conservatrices, c'est de l'enfantillage.

Certes, le problème des gestions ouvrières dépasse le cas particulier du bassin rhénan, quelle que soit son importance.

Mais se rend-on compte de la répercussion qu'aurait le Rhénanie gérée par des travailleurs au profit des consommateurs du monde entier, sans l'intermédiaire des états des groupes industriels, des groupes bancaires... Ce serait à brève échéance, les travailleurs du Bassin rhénain, se disant : « Mais pourquoi pas nous ?... » Ce serait les

travailleurs de l'Oural, les travailleurs du Pays de Galles, les travailleurs du monde entier, disant également : « Mais pourquoi pas nous ?... »

Que l'on ne nous dise pas que les organismes actuels ne peuvent obtenir un tel résultat... La solution internationale et, par conséquent, échappant au fameux argument : « Nous, on veut bien, à condition que les autres fassent comme nous. »

En vérité, ces organismes ne sont internationaux que de nom, et en réalité, ne dépendent internationalement que des intérêts de l'impérialisme qui les oriente. Il faut donc, aux Comités internationaux, impulsés par des Etats autoritaires, substituer une Union internationale de travailleurs réclamant la Ruhr aux ouvriers rhénans, l'Oural aux producteurs de la Russie, le Bassin lorrain aux travailleurs qui l'exploitent et les répartitions de ces gestions ouvrières à la communauté humaine.

JOYEUX.

Le Gérant : M. JOYEUX

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant Paris-2

LA RUHR

qui se veut international. Personne ne lui a dit que la Ruhr n'est pas la nécessité d'organiser la Ruhr d'une manière internationale (à travers l'O.N.U., par exemple). Et alors... nous « réalistes » en arrivant donc, par manque de largeur dans les perspectives, à ne considérer comme possible les solutions débordant les cadres du nationalisme, que lorsqu'elles sont inspirées par un impérialisme ou par un bloc capitaliste à ramifications internationales. Ce n'est plus là du « réalisme », mais du conformisme étroit et forsqe ce sont des syndicalistes révolutionnaires qui sont les véhicules de ces pensées conservatrices, c'est de l'enfantillage.

Certes, le problème des gestions ouvrières dépasse le cas particulier du bassin rhénan, quelle que soit son importance.

Mais se rend-on compte de la répercussion qu'aurait le Rhénanie gérée par des travailleurs au profit des consommateurs du monde entier, sans l'intermédiaire des états des groupes industriels, des groupes bancaires... Ce serait à brève échéance, les travailleurs du Bassin rhénain, se disant : « Mais pourquoi pas nous ?... » Ce serait les

travailleurs de l'Oural, les travailleurs du Pays de Galles, les travailleurs du monde entier, disant également : « Mais pourquoi pas nous ?... »

Que l'on ne nous dise pas que les organismes actuels ne peuvent obtenir un tel résultat... La solution internationale et, par conséquent, échappant au fameux argument : « Nous, on veut bien, à condition que les autres fassent comme nous. »

En vérité, ces organismes ne sont internationaux que de nom, et en réalité, ne dépendent internationalement que des intérêts de l'impérialisme qui les oriente. Il faut donc, aux Comités internationaux, impulsés par des Etats autoritaires, substituer une Union internationale de travailleurs réclamant la Ruhr aux ouvriers rhénans, l'Oural aux producteurs de la Russie, le Bassin lorrain aux travailleurs qui l'exploitent et les répartitions de ces gestions ouvrières à la communauté humaine.

JOYEUX.

Le Gérant : M. JOYEUX

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant Paris-2

Service de Librairie

ROMANS D'AVANT GARDE ET DOCUMENTS

A. Koestler: Croisade sans croix, 160 fr. La lie de la Terre, 240 fr. Un Testament espagnol, 180 fr. La Tour d'Ezra, 270 fr.

BIOGRAPHIE — SOUVENIRS Lorulot ; E. Reclus, 30 fr. — Hém Day, Francisco Ferrer, 30 fr. — F. Planche, Louise Michel, 150 fr. — St-Bouvier, Vie de Proudhon, 180 fr. — L. Léonin: De prison en prison (2) — J. Humbert ; Eugène Humbert, Sa vie, son œuvre, 300 fr. — Jules Vallès ; L'Enfant, 35 fr. ; Le Bachelier, 95 fr. ; L'Insuburgé, 35 fr. ; Gabriel G. roud ; Paul Roblin, 180 fr. — Jeanne Humbert ; Gabriel Giroud, 50 fr. — E. Renan ; Souvenirs d'enfance, 30 fr. — S. Faure ; Sacco et Vanzetti, 5 fr.

CHANSONS — POÉSIES R. Ase ; Chansons sans musique, 150 fr. — Traductions de A. Robin ; Poèmes Houbert d'Ady, 30 fr. ; Poèmes russes de Boris Pasternak, 30 fr. — Leo Campion: Le petit campion (lexique de bons mots) 100 fr. — G. G. vian ; (en espagnol), Le Romancero de la Libertad, 75 fr. — A. Goriou ; Cris de Révolte, 45 fr. — Marcel Rioutard ; Un jour vienidra, 135 fr.

RELIGION — MARXISME V. Hugo ; Ils vendent Jésus-Christ, 30 fr. Le Christ au Vatican, 12 fr. — Han Ryner ; Les cruautés de l'Eglise, 50 fr. ; Les laïques de la religion, 25 fr. ; L'Eglise devant ses Juges, 125 fr. — Dr Spehl ; L'Enfant, 35 fr. — P. Proudhon ; Le Christianisme et l'Eglise, 30 fr. — Dieu, c'est le mal, 20 fr. — L. Fraterrot ; Les Progrès du christianisme, 15 fr. — Sottises et erreurs du catéchisme, 40 fr. — Dr Zeltin ;

travailleurs de l'Oural, les travailleurs du Pays de Galles, les travailleurs du monde entier, disant également : « Mais pourquoi pas nous ?... »

Que l'on ne nous dise pas que les organismes actuels ne peuvent obtenir un tel résultat... La solution internationale et, par conséquent, échappant au fameux argument : « Nous, on veut bien, à condition que les autres fassent comme nous. »

En vérité, ces organismes ne sont internationaux que de nom, et en réalité, ne dépendent internationalement que des intérêts de l'impérialisme qui les oriente. Il faut donc, aux Comités internationaux, impulsés par des Etats autoritaires, substituer une Union internationale de travailleurs réclamant la Ruhr aux ouvriers rhénans, l'Oural aux producteurs de la Russie, le Bassin lorrain aux travailleurs qui l'exploitent et les répartitions de ces gestions ouvrières à la communauté humaine.

JOYEUX.

Le Gérant : M. JOYEUX

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant Paris-2

Service de Librairie

ROMANS D'AVANT GARDE ET DOCUMENTS

A. Koestler: Croisade sans croix, 160 fr. La lie de la Terre, 240 fr. Un Testament espagnol, 180 fr. La Tour d'Ezra, 270 fr.

BIOGRAPHIE — SOUVENIRS Lorulot ; E. Reclus, 30 fr. — Hém Day, Francisco Ferrer, 30 fr. — F. Planche, Louise Michel, 150 fr. — St-Bouvier, Vie de Proudhon, 180 fr. — L. Léonin: De prison en prison (2) — J. Humbert ; Eugène Humbert, Sa vie, son œuvre, 300 fr. — Jules Vallès ; L'Enfant, 35 fr. ; Le Bachelier, 95 fr. ; L'Insuburgé, 35 fr. ; Gabriel G. roud ; Paul Roblin, 180 fr. — Jeanne Humbert ; Gabriel Giroud, 50 fr. — E. Renan ; Souvenirs d'enfance, 30 fr. — S. Faure ; Sacco et Vanzetti, 5 fr.

CHANSONS — POÉSIES R. Ase ; Chansons sans musique, 150 fr. — Traductions de A. Robin ; Poèmes Houbert d'Ady, 30 fr. ; Poèmes russes de Boris Pasternak, 30 fr. — Leo Campion: Le petit campion (lexique de bons mots) 100 fr. — G. G. vian ; (en espagnol), Le Romancero de la Libertad, 75 fr. — A. Goriou ; Cris de Révolte, 45 fr. — Marcel Rioutard ; Un jour vienidra, 135 fr.

RELIGION — MARXISME V. Hugo ; Ils vendent Jésus-Christ, 30 fr. Le Christ au Vatican, 12 fr. — Han Ryner ; Les cruautés de l'Eglise, 50 fr. ; Les laïques de la religion, 25 fr. ; L'Eglise devant ses Juges, 125 fr. — Dr Spehl ; L'Enfant, 35 fr. — P. Proudhon ; Le Christianisme et l'Eglise, 30 fr. — Dieu, c'est le mal, 20 fr. — L. Fraterrot ; Les Progrès du christianisme, 15 fr. — Sottises et erreurs du catéchisme, 40 fr. — Dr Zeltin ;

Le Tyranisme Clerical, 30 fr. — Moutier-Roussel ; Le Christ, l'Eglise, 75 fr. — S. Faure ; Les douteuses preuves de l'existence de Dieu, 10 fr. La Fausse Rédemption, 40 fr. ; L'Eglise a menti, 45 fr. ; La NAISSANCE et la mort des dieux, 45 fr. ; Le Dieu que le né et combats, 4 fr. — L'imposture Religieuse, 300 fr. — Les origines de la Religion, 50 fr. — J. Voiture ; Ecrousses l'infamie, 75 fr. ; J. Most ; La Peste religieuse, 10 fr. — J. Bossu ; Le Christ légendaire n'a jamais existé, 5 fr. ; L'Eglise et la Sorcellerie, 40 fr. — Getremoy ; Religion et Sexualisme, 100 fr. — Chamilly ; Lettres d'amour d'une religieuse, 100 fr. — J. Glavaz ; La Fallite des religions, 125 fr. — G.W. Fools ; Histoire des Vierges mères, 50 fr. — P. Langevin ; La Libre Pensée et la Science, 15 fr. — G. Manol ; Une Société secrète catholique, 15 fr. — R.O. Ingeroff ; Qu'est-ce que la Religion, 15 fr. — R. Martin ; Le Tyranisme des prêtres, 20 fr. — Abbé Daguel ; Le Baptême de sang, 15 fr. — M. K. L'Homme ne vient pas de Dieu, mais du Singe, 20 fr. — J. Marestan ; L'Impudicité religieuse, 75 fr. — Lorulot ; Les Jésuites, 20 fr. ; L'Eglise contre les travailleurs, 30 fr. ; Dieu reconnaîtra les siens, 60 fr. ; L'Eglise et la Limitation des naissances, 40 fr. ; Les livres secrets des confesseurs, 200 fr. ; Les secrets des Jésuites, 25 fr. ; Lourdes, 30 fr. ; La Bible Comique, 200 fr. ; La Vie Comique de Jésus, 200 fr. ; L'Eglise et l'Amour, 75 fr. ; L'Eglise et la guerre, 75 fr. ; Pour ou contre la Franco-maçnerie, 40 fr. ; Les crimes de l'Inquisition, 30 fr. ; Histoire des Papes, 200 fr. ; Jean Borreau ; L'Eglise et Pétaïn, 150 fr. ; La Cité sans Dieu, 60 fr. — Diderot ; La Religion, 150 fr. — Mussolini ; L'Homme et la Divinité, 25 fr. — V. Vergnaud ; Histoire sincère des Religions, 150 fr. — A. Abecassis ; La honte des siècles, 150 fr. — S. Faure ; Les Crimes de Dieu, 30 fr.

Pour les frais d'expédition, joindre 20 francs par livre et 5 francs par brochure, plus 20 francs par envoi recommandé.

Pour les Pays autres que la France et les Colonies, nous demander les frais d'expédition.

Notre ne répondrons de pertes postales si le colis n'est pas recommandé. Envoyer les fonds à Joulin Robert, 145, quai Valmy, Paris-20, C.C.P. 5661-78.

# LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

## Une année de la vie de Bakounine

— Août 1870 - Juin 1871 —

### LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

C'est aux dimensions de l'événement que se mesurent les hommes. Le déclenchement de la guerre franco-prussienne de 1870 fut accueilli par Bakounine comme un désastre, mais aussi comme une incitation à l'action.

Bakounine sentait d'avance que cette guerre serait suivie d'une ère de militarisme; que le pouvoir de l'Etat prendrait des proportions démesurées; que tôt ou tard se manifesterait au sein du peuple cette apathie, cet avachissement que nous constatons autour de nous. Enfin, la guerre passant outre, c'était pour lui la fin de l'Association Internationale des Travailleurs. Toutes les possibilités révolutionnaires qui étaient incluses dans les années 1860; toutes les espérances de recommencer un 80 ou un 48, sous une impulsion nettement socialiste; en un mot toutes les grandes promesses du XIX<sup>e</sup> siècle — semblaient vouées à l'anéantissement...

pour la France un exposé de ses idées sur la situation. Cela prenait la forme d'une nouvelle série de lettres, dont une partie fut imprimée, en toute hâte, dans un ouvrage intitulé: *La Révolution sociale ou la Dictature militaire* (septembre 1870) (2).

Paris était menacé d'investissement. Lyon devenait le point central de la Résistance, et, à cause de cela, la capitale nécessaire de la Révolution. Le 4 septembre, Bakounine fait déjà ressortir la possibilité pour cette ville de passer à l'action, et ainsi de préparer le terrain pour une Fédération des Communes de France, même si cette tentative doit avoir lieu dans les circonstances les plus désespérées. Mais de telles suggestions ne valent rien, si l'on ne joint le geste à la parole. Ayant démontré énergiquement aux Lyonnais la nécessité d'une initiative aussi rapide que possible au moment où s'écroulait le régime impérial, Bakounine se mit personnellement à leur disposition comme agent d'exécution. Cette offre fut acceptée et dans la seconde semaine de septembre, le fameux révolutionnaire russe quitta Locarno pour Lyon; via Berne, Neuchâtel et Genève. Deux semaines encore s'écouleront en préparatifs, pendant lesquelles il travailla sans cesse, enflammant les bonnes volontés et rassemblant toutes les forces disponibles, malgré des difficultés et des divergences presque insurmontables.

### LES SOULEVEMENTS DE LYON ET MARSEILLE

Le 28 septembre se leva le jour de l'action; et le groupe de Bakounine, appuyé par l'ensemble des comités populaires réussit à saisir un moment favorable. Cependant, la journée se termina plus mal peut-être que si elle avait tourné en défaite sanglante: il

(2) Un volume en vente au « Libertaire » 205 Francs Franco.

### CERCLE LIBERTAIRE DES ETUDIANTS

Maison des Sociétés Savantes  
coin rue Danton-rue Serpente  
Jeudi 9 décembre, à 20 h. 45

Généralités, constantes  
et variables du surréalisme  
exposé par: M. Pastoureaux  
Jeudi 16 décembre, 20 h. 45

Le Jourdisme  
et la Commune  
dans la 1<sup>re</sup> Internationale  
exposé par: Michel Collinet

eut négociations, puis retraite pacifique des ouvriers, et « réconciliation sociale », scellant comme toujours le triomphe des classes dominantes. Les bourgeois avaient suivi la tactique la plus habile: celle qui consiste à répondre à un coup de force populaire par un acte de ralliement, de sorte que les révolutionnaires ne rencontrant aucune résistance ouverte, s'étaient fatigués en attentes et en pourparlers et s'étaient facilement laissés conduire à leur tour sur la voie de leur propre désarmement. Comme on pouvait s'y attendre, ce baiser Lamourette se fit aux dépens de l'« Etranger ».

Le vieux Bakounine, presque seul à maintenir une attitude énergique, fut pris pour bouc émissaire, et risqua gros. Il resta quelques heures prisonnier du parti bourgeois, malmené, brutalisé, incarcéré. Libéré par une poignée de fidèles, il dut s'enfuir. Un professionnel de la trahison et de la provocation se trouvait là: le sieur Andrieux, en qui Bakounine avait mis sa confiance et qui, ayant participé au complot, en dirigea la répression comme Procureur de la République. Andrieux dénonça Bakounine comme « espion prussien ». L'homme traqué quitta Lyon le 29 septembre vers la fin d'octobre, nous le retrouvons à Marseille, où la police le cherche.

Là, les éléments révolutionnaires n'ont pas encore perdu courage, à telles enseignes qu'un soulèvement aura lieu du 31 octobre au 4 novembre (3). Une fois de plus, Bakounine prodigue ses efforts de propagandiste et d'organisateur, écrivant à Lyon à ses derniers fidèles, offrant de s'y rendre avec des rapports manuscrits qui mettront au clair les buts et les exigences de la situation. Il compte beaucoup sur une lettre à Esquiros, député socialiste des Bouches-du-Rhône. Esquiros représentait l'extrême-gauche dans le gouvernement provisoire et s'était signalé par son projet de loi sur l'armement général du peuple. Bakounine lui écrivit; de sa lettre, il reste un brouillon, daté du 20 octobre; mais on ne sait si la copie parvint au destinataire. Le soulèvement marseillais eut lieu le 20 octobre; mais on ne sait si la copie parvint au destinataire. Le soulèvement marseillais eut lieu le 20 octobre; mais on ne sait si la copie parvint au destinataire.

Le soulèvement marseillais eut lieu le 20 octobre; mais on ne sait si la copie parvint au destinataire. Le soulèvement marseillais eut lieu le 20 octobre; mais on ne sait si la copie parvint au destinataire.

### VAINCU AVANT L'HEURE

Alors, devant l'échec de ses espérances, une impression de lassitude saisit le vieux luttteur de dix révolutions avortées. Une lassitude qu'il ne pourra plus arracher tout à fait de son être intime et dont les conséquences ne s'effaceront jamais entièrement désormais, ni de ses paroles ni de ses actes. Cette impression douloureuse ébranle profondément et pour la première fois la confiance que Bakounine a toujours mise dans les instincts révolutionnaires du prolétariat — instincts qu'il a jusqu'ici considérés comme « enchaînés » et « assoupis », faute seulement d'exemples virils. Maintenant, les événements de France lui ont coupé le chemin de l'action; l'état lamentable du mouvement en Suisse (intrigues à Genève, découragement dans le Jura) lui interdisent même le sentier de la propagande!

Vaincu, isolé, Bakounine se consacre à une autre sorte d'activité: l'élaboration théorique de ses propres idées. Cela occupe tout son hiver à Locarno. Cette préoccupation prend naissance lors de la rédaction d'une brochure qu'il a entrepris d'écrire au mois d'octobre 1870 et dont les premières pages sont empruntées à une lettre écrite le 20 septembre à l'ouvrier lyonnais Palix. Après avoir exposé dans cette brochure la situation française, Bakounine passe brièvement en revue, de façon rien moins qu'impartiale, l'histoire du peuple allemand. Il reprendra la publication de son exposé doctrinal sous le titre *L'Empire Knouto-germanique et la Révolution sociale* (publié en mai 1871), en composant un nouveau chapitre intitulé « Sophismes historiques de l'école doctrinaire des communistes allemands », et en lui donnant comme suite le splendide traité universellement connu sous le nom de « Dieu et l'Etat » (publié en 1882, après sa mort). D'autres écrits du même caractère suivent, à une cadence rapide. La majeure partie ne sera imprimée pour la première fois qu'en 1894. L'étendue et la variété des manuscrits successifs accumulés par Bakounine, montre bien avec quel soin il travaillait à son œuvre théorique — en préparation — qui cependant demeure inédite jusqu'à sa mort, de même que son précédent travail *Anti-théologie, Fédéralisme et Socialisme* (1867-68). Il semble qu'après mars 1871, un troisième grand ouvrage ait été préparé pour l'impression; Bakounine livra à cet effet une préface, tirée en feuilles sous le titre: *La Commune de Paris et la notion de l'Etat*, mais jamais publiée. Toute une élaboration doctrinale fut ainsi poursuivie, sur les origines et la nature « religieuse » des institutions étatiques — ce qui mit Bakounine à même de s'opposer immédiatement avec les armes les plus efficaces à la polémique dirigée par Mazzini contre

le socialisme et contre la Commune (4).

### LA COMMUNE DE PARIS

Nous savons quelle fut la première impression de Bakounine à la nouvelle de l'insurrection parisienne: il achevait un bref séjour à Florence, lorsqu'il apprit que l'action spontanée du peuple s'orientait, tardivement, mais puissamment, vers les chemins qu'il avait tracés. Alors commença pour lui un renouveau d'intense propagande et de grands projets, suivis de rapides déceptions. Dès le 9 avril, Bakounine écrit à Ogareff: « Moi aussi, j'ai presque décliné de joie, mais c'est fini: je vois trop clairement que la partie est jouée, et perdue. » Il sentait l'indifférence de la province, l'isolement des Communistes, leur défaite certaine, la férocité de la réaction. Tout ce qui lui restait à souhaiter, c'était de la part des Parisiens une défense héroïque qui mettrait le monde en face d'une « grande catastrophe, dont la responsabilité incomberait clairement au militarisme ».

Durant la seconde quinzaine d'avril, Bakounine se rend de Locarno à Solvillier, dans le Jura neuchâtelais. De là, il se rend dans la vallée du Locle, où il reste pendant la première semaine de mai. C'est qu'il veut être à la portée des événements, prêt à utiliser toute occasion favorable, mais également à s'opposer à l'aventure de ses amis jurassiens, conduite avec des moyens insuffisants et vouée par là au désastre (lettre du 9 avril).

En mai 1871, Bakounine donne encore au siège central du district de Courtelary plusieurs conférences, formant un exposé populaire du socialisme anarchiste à la lueur des récents événements. Mais, la première moitié de juin une fois passée, le vieillard s'en retourne tristement à Locarno. Il a travaillé de son mieux, avec ses amis jurassiens, à sauver, à secourir et à héberger les fugitifs d'une cause perdue. Les nouvelles de la semaine sanglante circulent maintenant de bouche en bouche. Paris a sauvé l'honneur, mais le mouvement populaire de France reste décapité. C'est maintenant vers l'Italie et vers l'Espagne que se tournent les dernières espérances de l'incorrigible révolté.

D'après Max NETTIAU.  
*Michèle Bakounine; une schizoa biographique* (Messina, 1904.)

(4) La « Réponse d'un international à Mazzini » (soit 1871) et « La Théologie politique de Mazzini et l'Internationale » eurent un très vaste retentissement en Italie.

## Lettres des États-Unis Elections et organisations ouvrières

LES observateurs les moins prévenus sont, l'heure actuelle, obligés de constater la dégénérescence du mouvement ouvrier aux U.S.A., car l'activité politique des organisations ouvrières « pachidermiques » n'est en réalité qu'une activité de surface pratiquée par les chefs-faillants de ces organisations conformément aux calculs machiavéliques de la cabale électorale.

Aux Etats-Unis, l'absence d'un Labour Party — ou de tout parti équivalent — entraîne une situation spéciale: l'activité politique se déroule au sein même du mouvement ouvrier, sous la direction des chefs des organisations syndicales; il vaudrait mieux dire, d'ailleurs, activité électorale, car leurs manœuvres prennent surtout de l'ampleur en période électorale. Il est exact qu'aussi bien le C.I.O. que l'A.F.L. possèdent des moyens puissants qui leur permettent d'entretenir des bureaux modernes bien fournis en avocats, gratte-papiers, orateurs et soi-disant experts en relations sociales qui sont surtout des psychologues entraînés à prendre le pouls de l'opinion publique.

### Classique de l'anarchisme

### Maîtres et esclaves

Né et vivant dans l'esclavage, héritier d'une longue progéniture d'esclaves, l'homme, quand il a commencé à penser, a cru que l'esclavage était une condition essentielle de la vie: la liberté lui a paru impossible. C'est ainsi que le travail, contraint depuis des siècles à attendre le travail, c'est-à-dire le pain, du bon plaisir d'un maître, habitué à voir sa vie continuellement à la merci de celui qui possède terre et capital, a fini par croire que c'est le patron qui lui donne à manger; et se dit: Comment ferai-je pour vivre si les messieurs n'existent pas?

Telle serait la situation d'un homme qui aurait eu les jambes liées depuis la naissance, mais de pouvoir quand même marcher un peu; et il pourrait attribuer la faculté de se mouvoir à ses liens qui ne font pourtant que diminuer et verser l'énergie musculaire de ses jambes.

Et si, aux effets naturels de l'habitude, j'ajoute l'éducation donnée par le patron, par le prêtre, par le professeur, etc., qui tous sont intéressés à prêcher que le gouvernement et les messieurs existent, et nous ôtent le juge et le policier qui s'efforcent de réduire au silence celui qui pense autrement et voudrait propager sa pensée, on comprendra comment, dans le cerveau peu cultivé de la masse, a pris racine le préjugé de l'utilité, de la nécessité du patron et du gouvernement.

Figures-vous donc, qu'à l'homme aux jambes liées, dont nous avons parlé, le médecin expose toute une théorie et donne mille exemples habilement inventés pour le persuader qu'avec les jambes libres il ne pourrait ni marcher ni vivre, cet homme définitivement rassuré se sera et considérera comme ses ennemis ceux qui voudraient les briser.

Errico MALATESTA.

## NOTRE REFERENDUM

Nous avons reçu à la suite de notre référendum un très volumineux courrier et nous en remercions vivement tous nos amis connus et inconnus.

De précieuses indications nous ont été fournies, des critiques pertinentes, des conseils judicieux, détermineront à l'avenir notre travail, d'autant plus que toutes ces lettres reflétaient un esprit profondément amical.

Disons également que seules, trois lettres nous ont été franchement hostiles, mais que toutes les autres nous ont encouragé et même félicité.

Il nous est évidemment impossible de publier toutes ces lettres. Cependant, nous en choisirons les plus marquantes, les plus caractéristiques, afin d'en publier des extraits, et offrir ainsi à nos lecteurs une vue générale de notre référendum.

Pour des raisons évidentes, l'anonymat de chacun sera observé.

Mais avant de donner la parole à nos correspondants, nous pensons qu'il est utile de répondre aux critiques et suggestions.

Nombreux sont les lecteurs à qui déplaît les « tournes » et aussi certains caractères trop petits qui rendent la lecture difficile.

Nous sommes absolument d'accord avec eux. Leur critique est parfaitement fondée. Les « tournes » sont imposées par les nécessités techniques de la mise en page; et les petits caractères par... notre pauvreté! Si nous étions assez riches pour tirer sur grand format, nous pourrions alors nous libérer de ces pénibles obligations. Cependant, nous ferons tout notre possible afin de les limiter au maximum et de donner satisfaction à nos amis.

Quelques lecteurs nous demandent d'expliquer ce qu'est l'Anarchie, en publiant par exemple, le roman de la vie d'un anarchiste, en commentant chaque semaine un point de doctrine, ou encore, en établissant un questionnaire anarchiste.

Le manque de place, là encore, rend ces suggestions impossibles. L'actualité que nous nous devons d'étudier de très près, ainsi que la vie syndicale, ont forcément priorité. Nous essayons cependant à travers tous nos articles de dégager la morale anarchiste afin d'incliner nos lecteurs à étudier plus profondément notre doctrine dans les

livres innombrables qui en traitent. On nous suggère l'ouverture de nouvelles rubriques. Hélas! une seule verra le jour sous peu: celle des questions paysannes. Nous sommes forcés de choisir par voie d'urgence. Les autres, sur l'Esperanto et le neo-malthusianisme, faute de place ne pourront voir le jour. Disons aussi que ce genre d'études est beaucoup plus indiqué dans une revue que dans un journal de combat comme le nôtre. Quant à la rubrique des jeunes, elle est représentée par « Jeunesse et Anarchie ».

On demande aussi une liste des films « à voir » et « ne pas voir ». Le camarade chargé de cette petite chronique n'est malheureusement pas assez riche pour s'offrir le cinéma chaque soir! D'autre part, un autre lecteur juge inutile de parler cinéma! Entre ces deux extrêmes nous pensons que notre formule actuelle est un juste milieu.

La Tribune Libre retient également l'attention de certains lecteurs. Etant liés par une décision de Congrès nous ne pourrions leur donner satisfaction. Cette conception de discussion si elle convient également à une revue, alourdirait notre journal et prendrait fréquemment une place exagérée, étant donné que nous serions obligés d'insérer intégralement tous les articles, lettres et réponses plus ou moins intéressantes, sous peine d'être taxés d'arbitraire.

Au sujet de la page « Culture et Révolution », l'opinion de nos lecteurs est à peu près unanime. Elle intéresse tout le monde. Cependant, quelques fois, il s'y trouve des articles, des études quelque peu trop ardues.

Voici exposés brièvement et dans ses grandes lignes les désirs et critiques de nos correspondants.

La semaine prochaine, nous leur passerons la parole.

LE LIBERTAIRE.

Aussi longtemps que durera l'insensé et pernicieuse soumission des peuples à leurs gouvernements, il sera impossible d'établir la paix universelle d'une façon raisonnable, par des conventions ou par des arbitrages. TOLSTOI.

## Lettre de Berlin

Le N° 2 du « Anarchistisches Mitteilungsblatt » de la CRIA, daté du 1<sup>er</sup> décembre, publié une lettre de notre groupe libertaire de Berlin où il est dit:

« La puissance d'occupation russe n'arriverait pas à mettre à genoux la population de l'Ouest de Berlin, si elle n'était pas aidée dans son entreprise inhumaine par le S.E.D. (parti socialiste stalinien) qui en tant que chien de garde des Russes est encore bien plus odieux et plus brutal que ces derniers. Ces diables de communistes essayent d'affamer leurs propres frères de classe. Ils sont postés aux commissariats de police, ils font le siège des secteurs occidentaux de Berlin pour confisquer les plus petites quantités de vivres qu'ils trouvent sur ceux qui cherchent à calmer leur faim et s'enrichissent de ce butin de guerre. L'histoire du mouvement ouvrier ne connaît rien de comparable à cette infamie sans bornes... »

Quelle sera la position de la classe ouvrière? Rejettera-t-elle les deux systèmes d'exploitation ou prendra-t-elle parti pour l'un des deux?

C'est avec amertume et colère que nous devons constater qu'elle prend déjà parti; les uns pour le système de l'exploitation privée, les autres pour la servitude d'Etat. Ce n'est pas en fermant les yeux devant ce fait évident, que nous éviterons ou diminuerons le désastre qui approche. Cet état de choses s'explique en partie par la myopie du travailleur allemand qui n'a pas l'air d'avoir appris quelque chose depuis l'expérience amère du régime nazi. Une fois de plus, malgré l'abrutissement ou les bruits de guerre, nous élèverons la voix de la raison et de l'humanité, contre la guerre, contre le militarisme, contre l'Etat.

POUR NOTRE PROPAGANDE PARMI LES TRAVAILLEURS DE LANGUE ALLEMANDE en France et en Allemagne, la CRIA édite tous les quinze jours une feuille d'information et de propagande sous forme de tract en langue allemande. Demandez à l'adresse de la CRIA, 145, quai Valmy, le « ANARCHISTES MITTEILUNGSBLATT » daté par la Cria, diffusez-le parmi les travailleurs allemands! CRIA.

## BRUITS ET ECHOS

### LOIS « DEMOCRATIQUES »

Plusieurs nouvelles lois viennent d'entrer en vigueur en Tchécoslovaquie.

La première interdit, sous peine de graves sanctions, toute critique hostile au président et au Gouvernement en exercice, ainsi que toute critique d'une nation ou d'un Gouvernement ami et allié. Elle interdit et punit également la propagation de fausses nouvelles, c'est-à-dire de toutes les nouvelles qui ne sont pas de source gouvernementale officielle.

Une seconde loi introduit dans les tribunaux, en particulier dans ceux chargés de l'épuration, des jurés non professionnels, triés pour la solidité de leurs convictions politiques. On sait, en effet, que les non professionnels, en cette matière, dépassent largement les records d'abjection établis par les Mornet et autres Vichinsky, sans s'embarrasser des moindres apparences de légalité.

(Freedom, 30 oct. 48.)

### CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DE WHITEWAY COLONY

La colonie anarchiste de Whiteway, en Angleterre, a atteint, le 30 octobre 1948, ses premiers cinquante ans d'existence. Au programme de la commémoration sont inscrits la réception des amis et anciens colons et un spectacle de variétés. Le milieu de vie en commun de Whiteway, qui accueille également quelques cama-

rades en séjour ou de passage, est un bel exemple de vitalité anarchiste.

Adresse: Tom Keel Wolfe, Whiteway Colony, Nr. Stroud, Glos. (Angleterre).

### JAMES CONNOLLY LE PRECURSEUR

Sous ce titre, vient de paraître en Irlande un livre de R. M. Fox, à la mémoire du révolutionnaire ouvrier James Connolly, qui fut exécuté par l'armée anglaise, à Dublin, en 1916. Il mourut ligoté sur une chaise, car ses blessures ne lui permettaient pas de tenir debout.

J. Connolly avait fondé, en 1896, le Parti Socialiste Républicain Irlandais; en Amérique il milita dans les I.W.W. des temps héroïques — « le syndicat le plus révolutionnaire du monde ». Il participa au mouvement de grève générale en Irlande, en 1913, et à la constitution d'une milice ouvrière armée.

L'insurrection qui proclama la République à Dublin en pleine guerre du Royaume-Uni contre les Empires Centraux trouva James Connolly à la pointe du combat. Partisan de l'action des individus et des petits groupes — à la façon « anarchiste » —, il citait volontiers les mots de Fintan Lalor: « Rappelez-vous que quelque part et de quelque façon, quelqu'un doit commencer la résistance, et que le premier acte en ce sens est toujours, et doit toujours être, prématuré, imprudent et dangereux ».

(The Kerryman Press, Tralee, Eire.)  
Commenté par CRIA

(3) A la nouvelle, jusque-là imprévisible, de la capitulation de Bazaine.

# LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

A travers  
LA PRESSE  
SYNDICALE

## UN CALMIE qui précède l'orage

« Force Ouvrière », qui passe sous silence la création d'un Cartel d'Unité d'Action Syndicaliste commente en ces termes la nouvelle Fédération Nationale des syndicats autonomes.

La « Fédération nationale des syndicats autonomes » a un programme. Mis à côté du schéma Bismarck-Vallon, il a de l'allure. Mais (oui, il y a un « mais », et vous vous y attendiez), au moins l'essentiel de ce qu'il contient, se lit pour ne pas être troué dans les documents dont nous nous inspirons, à Force Ouvrière pour définir une orientation.

André Viot a certainement voulu insister en servant ces lignes, Force Ouvrière, organisation de collaboration avec l'Etat n'a pas grand-chose de commun avec le syndicalisme défini rue Sorbier le 20 novembre.

Dans le « Peuple », Racamond tente une nouvelle expérience Amsterdam-Pleyel revue et corrigée au goût du jour.

Toutes les forces vives de la C.G.T. seront présentes dans les localités, dans les départements, pour la constitution des Conseils communaux. Les syndicats, les militants, hommes et femmes libres, y rencontreront les démocrates des autres catégories de travailleurs. Toutes les idées Bismarck-Vallon et Chartre des Combats de la paix et de la liberté seront réalisées, avec leur concours.

Encore de la violence à plumer. A savoir si les expériences passées n'ont servi que les vœux à un certain nombre de niais déjà échaudés au cours d'opérations similaires.

Dans « La Voix des Polices » (C.G.T.) le filigrane de la violence est un appel à ses consœurs pour renforter la centrale syndicale communisante.

Oui, camarade policier, actif ou séducteur, républicain et démocrate, quelle que soit ta conception philosophique, tu places en avant nous, c'est pour cela qu'en 1949 tu prendras ta carte fédérale afin de venir droguer les rangs de ceux qui luttent pour le mieux-être, de justice et de liberté.

Qu'en pensent les mineurs ouestiers? Dans « Libération paysanne », organe de la Confédération générale de l'Agriculture, l'aveugle Lamour exalte sa rage contre le Bureau national président de la C.G.A. qui vient d'être élu conseiller de la République sur une liste gaulliste.

On peut tout au moins regretter que des partisans résolus de toutes les libertés des fonctions politiques et syndicales fassent preuve d'un égal empressement à prendre une attitude sur le terrain politique afin de venir droguer les rangs de ceux qui luttent pour le mieux-être, de justice et de liberté.

La « Tribune Européenne » est l'organe de la section française de la Force Ouvrière Syndicaliste Européenne, rassemblement de syndicalistes déçus de la F.S.M. Dans son dernier numéro, le Bureau, son secrétaire général, définit sa position sur le problème de l'Europe face aux deux blocs qui s'affrontent dans le monde.

Entre les deux grands blocs rivaux de l'Est et de l'Ouest qui réclament de se heurter, une seule formule est possible, c'est la construction d'une Europe solide et humaine qui, dès à présent, se doit de préparer l'équilibre de sa vie politique, économique et sociale. L'Europe doit être l'arbitre, car sa capacité de production, si elle était rationalisée et distribuée avec moins d'inépuisable, serait susceptible de peser sur l'économie mondiale.

Que le Bourgeois prenne garde, la constitution d'un super-Etat européen loin de diminuer les chances de guerre, ajouterait un élément de plus aux causes de conflits. En fait, ce n'est pas en créant un super-Etat que l'on diminue les risques de guerre, mais en détruisant sûrement et simplement et avec eux le principe d'autorité.

« Les lois sur l'arbitrage obligatoire, la participation aux bénéfices, le contrat collectif du travail ont pour objet d'entraîner le développement du syndicalisme et d'étrangler le droit de grève. »

MERRHEIM (juillet 1906.)

Silence dans les rangs. La défaite des mineurs laisse pantelants les plus accrocheurs parmi les militants syndicaux des grandes centrales. Il semble, en cette veille de Noël 1948, que les prolétaires se cachent pour panser leurs blessures, ruminer leurs déboires, inscrire en caractères indélébiles au plus profond d'eux-mêmes le nom des traitres à leur cause, réfléchir au lendemain qu'ils espèrent quand même chantants. Silence. Calme grand de colères rentrées présageant de cruels réveils à tous ceux qui se croient débarrassés du « chantage » syndicaliste.

Les mineurs sont retournés à leurs mines, les dockers à leurs quais, les imprimeurs à leurs « formes », les métallurgistes à leurs « chaînes ». Calme plat. Si plat que les exploités « faisant » dans le commerce estiment le moment venu de reprendre leur signature en aidant d'un décret datant de 1938 et contestant les deux jours de congé hebdomadaire reconnus il y a quelque temps par eux, à leurs employés.

De la flambée récente de grèves il ne reste rien, sinon beaucoup de misère, pas mal de lâchages, une réelle trahison et un projet de lois hyper-sécularisés « phosphorés » par l'ange Moch du capitalisme décadent. Et c'est à cet instant vraiment bien choisi que la C. G. T., qui ne manque pas d'audace dans la dialectique — elle en montre beaucoup moins dans les grèves — clame victoire à qui veut encore l'entendre : « Non, les mineurs ne sont pas vaincus ! Cette grève de 56 jours comptera parmi les plus glorieux épisodes de l'histoire des luttes ouvrières. Mais un épisode qui ne sera pas sans lendemain. Déjà la grève des travailleurs du sous-sol aura contraint le gouvernement à accorder satisfaction à d'autres catégories, de travailleurs, notamment les métallurgistes de Lorraine, les dockers, etc... »

Sauver la face, tel est le but recherché par la centrale kominiformisée, car il lui faut absolument bluffer, mentir, pour se tirer de l'impasse où elle s'est engagée en trahissant avec autant de désinvolture les mineurs en lutte. Victoire, les douze cents incarcérés pour faits de grève ? Victoire, l'épouvantable misère régnant présentement dans les coronas ? Victoire, la liquidation de la grève sans qu'aucun avantage ne soit

acquis ? Il n'y a vraiment plus que la presse russe de langue française pour oser qualifier de victorieuse une lutte que les mineurs eux-mêmes estiment être leur plus grosse défaite depuis le début du syndicalisme. Et parlons-en des satisfactions accordées par le gouvernement aux autres catégories de travailleurs ! En Lorraine, les métallurgistes (de fer) continuent à crever de faim avec autant d'ouvriers du sous-sol. Dans les ports et docks, les inscrits maritimes non satisfaits continuent à se faire réquisitionner sans que quoi que ce soit de tangible leur soit octroyé. Quant aux dockers, ils ont repris le travail après avoir abandonné leurs deux revendications essentielles : l'élevation du minimum vital à 15.500 fr. et l'échelle mobile. Et nos constatations sont tellement incontestables que Racamond lui-même, dans le « Peuple » de cette semaine, est obligé de protester, malgré les « victoires » célestes, contre « la misère accrue des masses salariales, la prolétarisation des classes moyennes, la répression inouïe des grèves professionnelles, etc... »

Toutes choses qui eussent réjoui Marx parce que facteurs d'unification sociale mais qui ne plaisent guère aux exploités de tous les pays, de France en particulier. Pour en sortir, que propose le sieur Racamond ? Bah ! comme d'habitude, le regroupement des exploités autour de la « grande » C.G.T. et la création de Conseils communaux de défense démocratique, laïque, etc... Bien entendu, ces Conseils communaux « des combattants de la paix et de la liberté » réclameront, à coups de défilés et de pancartes, de meetings et de discours, un gouvernement d'union démocratique. A crever de rire si cela ne se juxtaposait aux répressions en cours, à la misère généralisée, à l'ignominie des exploités tant économiques que politiques. Ce qu'il fallait faire, ce que le peuple devait faire pour triompher lors des dernières batailles, c'était généraliser les grèves, les transformer en grèves gestionnaires afin de rendre opérantes les forces de répression et inapplicables les décisions gouvernementales. Afin d'abolir le patronat et le salariat par une gestion directe, ouvrière, fédéraliste, comme le proclament depuis 1906 les statuts du syndicalisme révolutionnaire.

Les staliniens de la C.G.T., en laissant pourrir la magnifique grève des mineurs, ont rejoint les gouvernementalistes de F.O. dans l'ignominie, et c'est de cette C.G.T.-F.O. tant insultée par eux, de Lafont, l'ex-autonome, entre autres, que parvient aux Moscovitaires les premières fleurs, les premiers compliments : « Qu'aurait fait Queuille et son équipe si les cheminots et les métallurgistes avaient suivi les mineurs ? Heureusement pour Queuille, le pour de Gaulle, pour Wall Street, pour le Kremlin, il y avait la C.G.T., LA C.G.T. QUI NE VOULAIT VOIR A AUCUN PRIX TRIOMPHER LES GREVISTES. A quand les effusions cinématographiques Jouhaux-Franchon-Monmousseau-Lafont ? A quand la grande réconciliation spectaculaire des syndicalistes politiques ?

Tous ces pitres aux ordres prennent vraiment trop les ouvriers pour des imbéciles. Ce silence, ce calme apparent présageant un réveil auquel les bonzes des centrales syndicales officielles sont loin de s'attendre. Le feu souterrain coupe. Abandonnant les organisations guidées par des traitres, les exploités accourent à la Confédération Nationale du Travail ou se regroupent et s'organisent.

La lutte agraire en Italie

« La Voce Repubblicana » — journal gouvernemental — publiait, le 13 août dernier, une dépêche de Bologne, traitant des événements de Massafascaglia dans la campagne romagnole :

« A la suite de l'arrestation de onze personnes pour invasion de propriété qui s'est produite dans l'après-midi d'hier (11 août 1948), cinq cents personnes se sont rendues devant la caserne des carabinieri pour réclamer la libération des onze détenus. Les manifestants ont lancé des pierres contre la caserne. Un peloton de carabinieri à cheval a alors chargé la foule en faisant usage de bombes lacrymogènes. Dans un but d'intimidation, la force publique a tiré en l'air quelques salves de mousquetier. Des renforts envoyés de Ferrare ont rétabli le calme, sans qu'il y eût des blessés graves parmi les manifestants »

On sait ce que veut dire « pas de blessés graves », quand une foule cache ses victimes abîmés par la cavalerie ou foulées aux pieds des chevaux ; cela veut dire simplement : pas de morts.

On sait aussi ce que veut dire « se tirer en l'air », de la part de la canaille policière qui en reçoit l'ordre.

Quant aux bombes lacrymogènes, ce moyen de lutte prosaïque en cas de guerre par les conventions internationales est couramment utilisé de nos jours contre les ouvriers de tous les pays.

Mais ce qu'il faut retenir, surtout, de cette nouvelle, c'est l'invasion de propriété. Sous ce terme pudique, la « Voce Repubblicana » désigne l'occupation et la prise en gestion des grands domaines par les laboureurs sans terre, par les agriculteurs, voués au dénuement et à la faim.

Et c'est là une menace autrement capitale pour « l'ordre public » que l'envoi de quelques pierres dans les fenêtres d'un gendarmier.

Communiqué par C.R.I.A.

### SOUSCRIPTIONS reçues pour nos camarades MINEURS

X, 250; Conseil régional (2° R.), 1370; Groupe Paris V, 1.000; Heas, 200; Bénard, 200; Wincker, 200; Timeri, 100; Pageot, 50; S.N.C.A.C., 1.450; Lambert, 100; Kiamil, 200; Penarum, 100; Stéche, 200; L. Reibel, 100; Devriendt, 50; Hutet, 50; Godichon, 50; Levasseur, 50; Hérisse R., 50; Moreau, 50; Morel J., 30; Aubrun H., 50; Danay, 20; Fremont, G., 50; Moreau, 100; Quelen, 100; Louis, 500; Denis, 80; J. Bonal, 130; Bournez, 150; Leclercq C.P., Issy-les-Moulineaux, 1.120; Fontaines, Bourde, 200; F. Robert, 50; Tutut, 200; E. Thève, not, 300; M.C. P.T.T., 500; Danon, 50; Jacques, 100; Employés Associated-Press, 1.250; Jeuland, 400; Matra, 100; Dehoux, 100; Barthelemy, 300; Thy, 100; Groupe Paris-Ouest, 1.000; Mofre, 100; Constant, 500; E. Bonnet, 1.000; Ducoin, 100; Fourcade, 50; Nime, 30; Leblanc, 30; Cavanini, 100; Duffaut, 40; Feaudière, 100; Moreno, 150; Coste, 50; Legrand, 200; Groupe de Colombes, 870; Caral, 100; M.D., 200; Diendonno, 50; Laurent Rennes, 200; Mirou, 100; Du Jardin, 50; Léfranc, 200; Lamet, 200; Faugères, 100; Van Hech, 100; Moreau, 50; Comery, 100; Grimonpart, 100; Gorion, 40; Gilbert J., 250; Un maçon, 1.000; Centre les Bles, 50; Couland, 50; Altard, 100; Voise, 30; Beaujean, 100; Diffuseur « Popu » de Vitry, 100; Marchand, 20; Poullet, 50; Julien, 30; Ferrare, 100; Amiable, 50; Pinaises, 20; Léger, 50; Pierrot, 50; Menvoisset, 100; Paulo, 15; Roda, 100; Vesch, 50; Morella, 50; X. Espagnol, 50; Tania, 50; Richia, 50; Sala, 50; Mado, 50; Sergent, 50; Un lapin, 45; Groupe de Choisy, 200; Gyrod, 50; Malafant, 500; Mong, 100; Gestel, G., 175; Robert, 200; R. Le Naus, 100; Adet, 92; Naudin, 50; Gonzalez, 50; Bret het, 200; Legrand, 100; Gil, 200; Goyara P., 50; Heas, 100; Groupe de Colombes, 250; Lavin, Pauliste, 500; Lavin mire, 100; Gido, 100; Groupe de Nanterre, 1.000; Chopin, 100; Gravot, 100; Ferraguti, 500; Camille Marchal, 500; Penez Clementi, 500; Penez fils, 500; Francisco Alhaman, 500; Francisco Garcia, 1.000; Anastasio, Mauzano, 500; Aviet, 100; Creuzet, 100; J. Moreau, 50; Champenois, 100; Tanguy, 200; L. Moreau, 50; Groupe d'un camarade allemand, 2.900; Chapalain, 50; Balague, 1.000; Fels, 50; Drach, 100; Gaty, 200; Everbecq, 50; X., 40; Aurriet, 71; Poulizac, 200; Sarahen, 100; Gil, 100; Durépan, 30; Igone, 20; Zanni, 200; Coua, 200; Fassot, 500; Perillat, 100; Lachu, 400;

# LES SYNDICATS du Général

Il faut croire que les éléments gaullistes qui s'étaient répandus dans les diverses centrales syndicales et dont certains étaient parvenus à occuper des postes responsables, n'ont pas donné satisfaction à M. de Gaulle Charles, ni à son état-major.

La lutte de classes ne s'efface hélas pas par la grâce de quelques formules associationnistes, ni ne disparaît après un discours sur l'intérêt suprême de la nation. Bien des ouvriers qui étaient devenu membres du R.P.F. et qui sur les conseils de leurs dirigeants s'étaient affiliés à un syndicat pour y effectuer un travail de propagande ont été rapidement soustraits à l'influence gaulliste. Les problèmes des luttes quotidiennes, les revendications, l'attitude des états-majors staliniens, réformistes, chrétiens ou des minorités révolutionnaires, tous ces facteurs terriblement vivants de la réalité prolétarienne contribuent à faire ranger les fumeuses théories de paix sociale parmi les accessoires de cotillon politique.

Les luttes syndicales ont cela de bon qu'elles présentent invariablement toutes les données matérielles des problèmes aux yeux des participants. Le bluff, les slogans, les mythes peuvent être utilisés un certain temps. Il arrive toujours un moment où les faits sont chiffrés et les victoires ou les défaites se traduisent dans le mode de vie individuel du salarié.

Pour notre part nous avons connu des employés, des fonctionnaires, des ouvriers manuels qui sont entrés R.P.F. au syndicat et sont devenus des syndiqués tout court, sans carte R.P.F.

Sans compter que les « théoriciens » gaullistes ou les rédacteurs du « Rassemblement ouvrier », se trouvent bien inférieurs aux propagandistes et aux militants de base des diverses centrales ou courants syndicaux. Non pas que ces derniers soient d'un niveau élevé. Depuis 1939 il n'y a guère de jeunes qui se soient formés. Mais la formation anciens combattants, maquisards ou enfants de Marie n'aide guère à comprendre les situations difficiles des luttes sociales.

On a donc jugé dans les sphères dirigeantes du R.P.F. qu'il y avait danger à laisser les membres ouvriers du mouvement en contact avec les syndiqués de toutes tendances. Le mouvement n'avait évidemment rien à y gagner. Et le « responsable » ouvrier du R.P.F., Louis Vallon, a, entre deux cuites, annoncé la constitution de syndicats strictement et officiellement gaullistes.

Sans doute était-il devenu trop évident, même pour les bailleurs de fonds, que le R.P.F. qui compte — d'après ses propres statistiques — plusieurs millions de membres, et qui — d'après ses propagandistes — possède une solide base ouvrière, ne faisait rien, ne tentait rien, ne pouvait rien dans le domaine essentiel des luttes sociales, celui des grèves et des mouvements revendicatifs.

Le R.P.F. ne peut avoir confiance dans ses membres, enclins à prendre position sur des données réelles de la lutte de classe et non suivant la dernière trouvaille du général. Il faut alors créer des syndicats R.P.F. où le syndiqué sera issu de la masse des travailleurs, où il sera soigneusement bourré de propagande, où il sera immunisé contre le danger des comparaisons possibles.

S. DAMASKI.

## A LA S. N. C. F. Devant l'arbitraire

A la S.N.C.F., les « mal pensants », les militants de la C.N.T., sont espionnés, sanctionnés, menacés. Tout ce qui n'est pas d'avis de l'Etat est considéré comme un délit d'opinion. Une dictature occulte engendre la peur et commande la lâcheté.

La naissance de cette dictature, nous la retrouvons dans la Tribune du 15 avril 1946 où Tournemaine intitulait son éditorial : « En tourné avec le Directeur général... » et nous y lisons : « quelque chose de nouveau vient de se produire... nous n'avions pas encore vu, jusqu'à ce jour, le Directeur général de la S.N.C.F. en tournée avec le secrétaire général de la Fédération Nationale, réunis pour atteindre le même but. »

C'était clair et nous n'y ajouterons aucun commentaire. Aujourd'hui que de chemin parcouru. Dans toutes les grèves de cheminots depuis juin 47, les dirigeants de la C.G.T. stalinienne portèrent les conflits sur le terrain politique, et ils furent servilement aidés dans cette besogne par les hauts dirigeants de la S.N.C.F. dont la preuve de leur décadence morale n'est plus à faire.

L'attitude de la Direction et des Cadres marque à la fois leurs calculs politiques et leur volonté de discréditer les cheminots qui se dressent contre la ligne de conduite du « grand parti ».

L'assaut contre nos militants commenté par Argentan, nos camarades de Saint-Lazare Exploitation et Traction, Trappes, Marseille et Austerlitz connurent les mêmes attaques, les mêmes menaces. Les sanctions prises contre nos camarades le sont, sans aucune justification de la part de la S.N.C.F. A Trappes, M. Grimault, chef du dépôt, a renié sa parole devant un de nos camarades. A l'économat Oust, M. Dussars se dérobe, opposant son veto au réembauchage d'un camarade auxiliaire, licencié sans motif valable. M. Lemaire, de son côté, voulant gagner sur tous les tableaux nous oppose des réponses équivoques.

En conséquence, les cheminots révolutionnaires les plus connus, s'opposant aux manœuvres d'intimidation des staliniens, sont chaque jour menacés d'être brutalement sanctionnés.

Le fossé se creuse, non plus entre deux conceptions du socialisme, mais entre le syndicalisme — c'est-à-dire la C.N.T. — et les maîtres du rail de droit divin, alliés à la C.G.T. stalinienne et

Carmen, 100; Bernadeau, 100; Dugne, 225; Aubert, 1.000; Lantoulou, 200; Grobère, 100; Dubon, 100; Mala, 100; Antoniovanni, 500; E. Brochard, 500; Rey, 150; Leclerc, 200; Princé, 200; C. Leblanc, 1.000; Lemarchand, 200; Cabason, 50; Maleval, 100; Capette, 640; Sidoine, 1.200; Tarsicio, 1.100; Moreuse, 100; Tenemele, 300; Cabasson, 70; Soller, 1.000; Maignan, 1.500; Mahé, 500; Kabe, 80; Cebel, 200; Cervello, 250; Renard, 200; Bernabo, 700; Buchet, 165; Genty, 100; Odard, 35; Theron, 100; Jourdan, 100; Ruan, 800; Christostome, 200; R. Courtois, 100; Josse, 200; J. Toironacha, 200; Fouquet, 500; Toironacha Peré, 500; Mannoire, 300; Theron, 100; H. Eychenne, 500; Cabason, 100. Total de cette liste : 48.547 francs.

## Réunions Publiques et Contradictaires

- 2° REGION  
● PARIS 5° et 6°, Palais de la Mutualité (salle X, 1<sup>er</sup> ét.), métro Maubert-Mutualité.  
Le vendredi 17 décembre à 20 h. 45  
« La situation actuelle en Pologne » par un camarade de retour de Pologne
- PARIS-EST, 41, rue Pétion, métro Voltaire.  
Jeudi 9 décembre à 20 h. 30  
La liberté à travers le monde  
Orateur : René LAMBERT
- ASNIERES, salle Centre Administratif, place de la Mairie.  
Vendredi 10 décembre à 20 h. 30  
Rien ne va plus ! Que faire ?  
Orateurs : MARZINO, BOUCHER
- 7° ET 8° REGIONS  
TOURNEE GASTON LEVAL  
Sujet traité  
« LA CRISE MONDIALE  
ET LA SOLUTION LIBERTAIRE »  
ROANNE, Vendredi 10 décembre, à 20 h. 30, Salle Anatole-France, route de Paris.  
CLERMONT, Dimanche 12 décembre, à 9 h., Maison du Peuple.  
THIERS, Lundi 13 décembre, à 20 h. 30, Salle Municipale de l'Ancienne Poste.

- SAINT-ETIENNE, Mardi 14 décembre, à 20 h., Grande Salle des Fêtes de la Bourse du Travail.
- LYON, Mercredi 15 décembre, à 20 h. 30, Eden-Cinéma, 35, rue d'Anvers.
- ROMANS, Jeudi 16 décembre (consulter la publicité locale).
- 10° REGION  
● TOULOUSE, — Jeunesses Libertaires, Salle, 4, rue de Bellort.  
Mardi 14 décembre à 21 heures  
« Les Contradictions du Bolchevisme »  
Orateur : GILBERT
- 12° REGION  
● MARSEILLE, salle Artistic, 8, cours J.-Thierry.  
Vendredi 17 décembre à 19 h.
- Les Anarchistes devant la guerre
- MARSEILLE, salle Roxy, rue Tapis-Vert.  
Dimanche 19 décembre à 9 h. 30  
« Non, Dieu n'est pas »  
par Aristide LAPEYRE
- C. N. T.  
● AUXERRE, Salle A., passage Soufflot.  
Dimanche 12 décembre, à 10 h. du matin  
La C.N.T. et le syndicalisme d'action directe  
Orateurs : POLIN (Bâtiment), F. ROBERT (Cheminots)

## C. N. T.

39, rue de la Tour-Auvergne, Paris-13<sup>e</sup>  
Performance tous les jours  
de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 heures,  
sauf le dimanche

Fédération des Travailleurs du Rail. — Tous les membres de la C. A. fédérale sont convoqués pour la réunion qui aura lieu dimanche 19 décembre 1948, à 9 h., au siège, 39, rue de la Tour-Auvergne, Paris-13<sup>e</sup>.

Le secrétaire général :  
Raymond BEAULATON.

12° REGION  
Rouen. — Réunion d'information le dimanche 19 décembre, à 9 h. 30, 62, rue des Bons-Enfants.

15° REGION  
U.L. de Lyon. — Réunion extraordinaire de tous les syndicats, le dimanche 19 décembre 1948 à 10 h., au local, 60, rue de la République.

Présence indispensable de tous.

LE COMBAT SYNDICALISTE  
Nous demandons à tous les syndicats de la C.N.T. et à tous nos diffuseurs, de bien vouloir régler dans le plus bref délai, la totalité des journaux reçus et de nous fixer le nombre de journaux que nous devons leur envoyer pour la parution du no 8 du C.S.

Ecrivez-nous un bouillonnage onéreux.  
Adressez commandes et fonds à Joulin Robert, 75, rue du Poteau, Paris XVIII<sup>e</sup>, C.F.P. 5288-21.

On peut dire d'un soldat — le pauvre diable — qu'il n'est pas autre chose qu'un apprenti voleur, ou un apprenti assassin.  
OCTAVE MIRBEAU.